

(1)

(N° 248)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1920 ⁽¹⁾

Tableau XVII. — Dépenses extraordinaires.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, ⁽²⁾ PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

La Commission du Budget général ayant décidé que chacune des Sous-Commissions examinerait à la fois le Budget des Dépenses ordinaires de chaque Département ministériel et la part des dépenses extraordinaires qui se rapportent à ce Département, notre rôle se trouve des plus réduits.

Le Budget des Dépenses extraordinaires est divisé en deux parties. Les dépenses normales de 1920 et les dépenses résultant de la guerre

Les premières s'élèvent à 393,147,540 francs et les secondes se montent à 6,014,989,540 francs.

Régulièrement et selon les principes purs, les dépenses extraordinaires ne doivent être constituées que par celles qui augmentent la fortune de l'État. Tout le reste doit faire partie du Budget ordinaire.

Dans la situation actuelle, il est tout à fait impossible d'agir de cette façon

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHERYNCK, BERTRAND et TIBRAUT, *vice-présidents*; MM. BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

et de faire supporter à l'ordinaire, l'énormité des dépenses que l'État se trouve dans l'impossibilité absolue de couvrir à l'aide des impôts et que l'emprunt seul peut arriver à payer.

Toutefois, il eût peut-être été bon de faire mieux apparaître dans le Budget extraordinaire lui-même, la différence entre les dépenses extraordinaires réelles et les dépenses de guerre.

Dans les dépenses résultant de la guerre, on eût pu faire aussi une division entre celles qui doivent nous être remboursées par l'Allemagne et les autres.

Mais cette division est bien délicate à effectuer.

On peut faire observer, comme l'a fait l'an dernier le rapport du Budget des Dépenses extraordinaires, qu'un certain nombre de dépenses extraordinaires sont pour ainsi dire des dépenses pour ordre, pour lesquelles on peut prévoir des recettes équivalentes, comme par exemple les articles importants se rapportant aux achats de bétail, engrais et semences pour les besoins immédiats de l'agriculture (25 millions); achats d'engrais, de semences, de machines, d'animaux pour la restauration du cheptel vivant et du matériel agricole (75 millions); indemnités allouées aux ayants droit pour dommages de guerre (600 millions).

Cependant la Section centrale du Budget propose à la Chambre de modifier sur deux points le projet du Budget.

I. — DETTE PUBLIQUE.

La Section centrale propose de transférer deux articles du Budget extraordinaire au Budget de la Dette publique :

L'article 2 : intérêt et amortissement de la Dette 5 % de la Restauration nationale fr. 79,792,666 »

L'article 3 : intérêt, amortissement et frais des autres capitaux empruntés ou à emprunter pendant les années 1919 et 1920 ; intérêts et frais des Bons du Trésor (crédit non limitatif). fr. 80,000,000 »

La proposition est justifiée dans le rapport sur le Budget de la Dette publique présenté au nom de la Section centrale par M. Houtart.

II. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT.

Le ravitaillement de la population est porté au Budget des Dépenses extraordinaires, article 102, littéra A, pour une somme de 4,504,300,000 francs.

Le Budget des Voies et Moyens mentionne sous l'article 74, comme dépense exceptionnelle, une somme de 4,539,000,000 de francs. D'après le rapport général sur le Budget, page 13, à cette différence viendra s'ajouter une charge supplémentaire de 150 à 200 millions par suite des mesures prises pour atténuer le renchérissement du pain.

La somme de 1,504,300,000 francs inscrite à l'article 102, littéra A, du Budget des Dépenses extraordinaires, comprend :

Le service des vivres indigènes.	fr. 1,092,780,000
Les services communaux	275,520,000
Le service frigorifique.	136,000,000
TOTAL	fr. 1,504,300,000

Et le service des vivres indigènes se décompose, d'après les développements du Budget, page 110, en six postes :

Service des vivres indigènes :

1° Personnel	fr. 780,000
2° Achat de céréales exotiques et indigènes	822,000,000
3° Sucre.	60,000,000
4° Bétail vivant	90,000,000
5° Autres denrées	10,000,000
6° Pertes sur la réalisation des stocks des coopératives intercommunales de ravitaillement et sur le charbon .	110,000,000
TOTAL.	fr. 1,504,300,000

Une note, au bas de la page 113, dit que la dépense pour le personnel, afférente au premier trimestre, est estimée à 250,000 francs et sera prélevée sur l'article 99. Pour l'année entière, la charge des frais du personnel monte à $780,000 + 250,000 = 1,030,000$ francs.

Rien ne justifie cette distinction; il importe que toutes les dépenses d'un même service soient réunies.

La Section centrale propose de diminuer le crédit, fixé par l'article 99 à 850,000 francs, de 250,000 francs et de le ramener à 600,000 francs; par contre, l'article « personnel » de l'article 102, littéra A, serait porté à 1,030,000 francs et le total de l'article 102, littéra A, à 1,504,300,000 francs.

La Section centrale a demandé une explication au sujet des pertes sur le charbon comprises dans la perte de 110,000,000. Voici la réponse du Département :

« Le Ministère du Ravitaillement a repris au 1^{er} janvier 1919 la suite des opérations amorcées par le Bureau Interprovincial des Charbons pour ravitailler en combustible au lendemain de l'armistice les contrées libérées et utiliser au mieux les moyens de transport dont on pouvait disposer.

» Des expéditions importantes ont été commandées d'office aux charbonnages à destination en majeure partie des communes de la région des étapes en Flandre.

» Cependant les communes destinataires de ces charbons firent des difficultés pour les recevoir prétextant que la commande n'émanait pas d'elles.

» Nous avons placé la presque totalité de ces charbons sans pertes; nous avons dû liquider d'autres parties en consentant de légers sacrifices, mais l'Administration des chemins de fer nous réclame des frais de chômage importants.

» Nous avions estimé le crédit nécessaire à 100,000 francs, il apparut qu'il n'était pas nécessaire d'en faire une rubrique spéciale, c'est pourquoi elle fut englobée après coup dans la demande de crédits pour liquidation des intercommunales. »

*
* * *

Une autre question a porté sur les frais de publicité relatifs au ravitaillement:

A combien s'élèvent les frais de publicité du Ministère du Ravitaillement ?
Comment et par qui est répartie cette publicité ?

Réponse.

Ces frais se sont élevés :

1° Pour les Services commerciaux, Echanges et Liquidations :

Juin	fr. 6,473 10
Juillet.	332 30
Août	13,290 23
Septembre	4,524 76
Octobre	30,079 63
Novembre	35,073 60
Décembre	48,849 30
Janvier	38,002 23
Février	33,161 10
Mars	2,000 »
TOTAL	fr. 210,586 51

2° Pour le Service frigorifique :

Du 30 septembre 1919 au 22 mars 1920 . . fr. 10,806 26

RÉPARTITION.

La publicité est répartie entre tous les journaux quotidiens du pays et les journaux spéciaux d'alimentation. Les journaux hebdomadaires sont exclus de la publicité. Toutefois, elle est accordée à quelques hebdomadaires et bihebdomadaires dans les régions importantes ne possédant pas de quotidien.

N. B. — Les autres services du Ministère du Ravitaillement n'ont pas de frais de publicité.

*
* *

Certains membres de la Section centrale ont estimé que les dépenses du ravitaillement ne pouvaient pas être considérées comme dépenses extraordinaires, à couvrir éventuellement par l'emprunt; d'après eux, les opérations du ravitaillement faites dans l'intérêt immédiat de la population doivent être supportées par elle et ne peuvent être mises à la charge des générations futures.

Elles ne rentrent à aucun titre dans les réparations à réclamer à l'ennemi.

Ils ont proposé de rattacher l'article 102, littéra *A*, du Budget extraordinaire au tableau IX, Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, deuxième section, dépenses exceptionnelles, sous un article nouveau 62.

Si cette proposition était admise, elle aurait pour conséquence une modification au tableau XVIII (Voies et Moyens); l'article 73 des recettes extraordinaires: 1,559,000,000 de francs, devrait être inscrit aux dépenses exceptionnelles sous un article nouveau 70^{bis}.

La Section centrale ne s'est pas prononcée sur la proposition.

*
* *

A part ces observations; la Section centrale vous propose l'adoption du Budget des Dépenses extraordinaires, tel qu'il est présenté, en émettant toutefois le vœu que pour le prochain Budget, il soit tenu compte de ses desiderata.

Le Rapporteur,
MAX HALLET.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.



(6)

(N° 248)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel XVII. — Buitengewone Uitgaven.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

Onze taak is zeer beperkt, doordat de Commissie voor de algemeene begrooting beslist heeft, dat elke onder-commissie de begrooting der gewone uitgaven van elk ministerie zou onderzoeken te gelijk met het deel der buitengewone uitgaven, welke op dit ministerie betrekking hebben.

De begrooting der buitengewone uitgaven is in twee deelen gesplitst : de normale uitgaven voor 1920 en de uitgaven veroorzaakt door den oorlog.

De eerste bedragen 595,147,540 frank; de tweede, 6,014,989,540 frank.

Regelmatig en volgens de zuivere beginselen moeten de buitengewone uitgaven slechts bestaan uit die, welke het vermogen van den Staat vermeerderen. Al het overige moet deel uitmaken van de Gewone Begrooting.

In den tegenwoordigen toestand is het volstrekt onmogelijk aldus te handelen en ten laste van de Gewone Begrooting de overgroote uitgaven te leggen, welke

(1) Begrooting, n° 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

de Staat hoegenaamd niet kan bestrijden door de belastingen en welke slechts door de leening kunnen gedekt worden.

Niettemin ware het wellicht raadzaam geweest, het onderscheid tusschen de werkelijke buitengewone uitgaven en de oorlog-uitgaven duidelijker te doen uitkomen in de Buitengewone Begrooting zelf.

Ook de uitgaven veroorzaakt door den oorlog had men kunnen splitsen : de uitgaven, welke Duitschland ons moet terugbetalen, en de overige.

Deze indeeling is echter bezwaarlijk te maken.

Zooals in het verslag over de begrooting der buitengewone uitgaven verleden jaar werd gedaan, kan men doen opmerken, dat een zeker getal buitengewone uitgaven om zoo te zeggen uitgaven voor order zijn, waarvoor gelijkwaardige ontvangsten kunnen voorzien worden, zooals bijvoorbeeld, de belangrijke artikelen betreffende den aankoop van vee, meststoffen en zaaizaad voor de onmiddellijke behoeften van den landbouw (25 millioen); betreffende den aankoop van meststoffen, zaaizaden, machines, vee voor het herstel van den veestapel en van het landbouwmaterieel (75 millioen); betreffende de vergoedingen toegekend aan de rechthebbenden op oorlogsschade (600 millioen).

De Middenafdeeling van de Begrooting stelt echter aan de Kamer voor twee wijzigingen te brengen in het ontwerp van Begrooting.

I. — 's LANDS SCHULD.

De Middenafdeeling stelt voor, twee artikelen der Buitengewone Begrooting over te brengen in de Begrooting van 's Lands Schuld :

Artikel 2, interesten en aflossing der Schuld 3 t. h. voor
's Lands Herstel fr. 79,792,666 »

Artikel 3, interesten, aflossing en kosten van de andere
kapitalen ontleend of te ontleenen gedurende de jaren 1919 en
1920; interesten en lasten der Schatkistbons (*niet beperkt
crediet*) fr. 80,000,000 »

Het voorstel wordt gewettigd in het verslag over de Begrooting van 's Lands Schuld, namens de Middenafdeeling uitgebracht door den heer Houtart.

II. — MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN BEVOORRADING.

De bevoorrading der bevolking is op de Begrooting der Buitengewone Uitgaven gebracht, bij artikel 102, littéra A, voor eene som van 1,504,500,000 frank.

De Begrooting van 's Lands Middelen vermeldt, bij artikel 74, als uitzonderlijke uitgaven, eene som van 1,339.000.000 frank. Naar luid van het algemeen verslag over de begrooting, zal bij dit verschil worden gevoegd een bijkomende last van 150 tot 200 millioen naar aanleiding van de maatregelen welke getroffen werden om den opslag van het brood te verzachten.

De som van 1,504,500,000 frank uitgetrokken op artikel 102, littera A, van de Begrooting der Buitengewone uitgaven, is samengesteld als volgt :

Dienst der inlandsche levensmiddelen	fr. 1,092,780,000
Handelsdiensten	275,520,000
Dienst der koelinrichtingen	136,000,000
TE ZAMEN.	fr. 1,504,300,000

De dienst der inlandsche levensmiddelen wordt op bladz. 110 der toelichting van de Begrooting in zes posten verdeeld :

Dienst der inlandsche levensmiddelen :

1 ^o Personeel.	fr. 780,000
2 ^o Aankoop van vreemde en inlandsche granen.	822,000,000
3 ^o Suiker.	60,000,000
4 ^o Levend vee	90,000,000
5 ^o Andere waren	10,000,000
6 ^o Verlies op den verkoop van de voorraden der intercom- munale bevoorradingcoöperatieven en op de steen- kolen	110,000,000
TE ZAMEN.	fr. 1,504,300,000

In een nota, onderaan op de bladzijde 113, wordt gezegd dat de uitgave voor het personeel, gedurende het eerste kwartaal, op 250,000 frank wordt geraamd en zal worden aangerekend op artikel 99. Voor gansch het jaar bedragen de kosten aan personeel $780,000 + 250,000 = 1,030,000$ frank.

Niets billijkt dit onderscheid; al de uitgaven van een zelfden dienst moeten vereenigd zijn.

De Middenafdeeling stelt voor, het crediet, bij artikel 99 op 850,000 frank bepaald, met 250,000 frank te verminderen en het te brengen op 600,000 frank; daarentegen zou de post « personeel » van artikel 102, littera A, op 1,030,000 frank worden gebracht, en het geheel bedrag van artikel 102, littera A, op 1,504,500,000 frank.

De Middenafdeeling vroeg uitlegging betreffende het verlies op de steenkolen, dat begrepen is in het verlies van 110,000,000 frank. Het antwoord van het Departement luidde :

« Op 1 Januari 1949 heeft het Ministerie van Bevoorrading het werk voortgezet, dat aangevangen was door het Interprovinciaal Steenkolenkantoor om, dadelijk na den wapenstilstand, brandstoffen te verschaffen aan de bevrijde gewesten en de beschikbare vervoermiddelen zoo goed mogelijk te benuttigen.

» Aanzienlijke bestellingen werden van ambtswege aan de mijnen gedaan; zij waren grootendeels bestemd voor de gemeenten van het etappengebied in Vlaanderen.

» De gemeenten, waarvoor deze kolen bestemd waren, opperden echter bezwaren om ze in ontvangst te nemen, voorgevend dat zij de bestelling niet hadden gedaan.

» Schier al deze kolen werden zonder verlies aan den man gebracht; andere gedeelten hebben wij met gering verlies moeten verkoopen, doch het Spoorwegbestuur eischt aanzienlijke sommen voor staangeld.

» Het daartoe vereischte crediet hadden wij op 100,000 frank geraamd; vermits eene bijzondere rubriek niet noodig bleek, werd de som begrepen in de aanvraag van credieten voor vereffening der intercommunale coöperatieven. »

*
* *

Eene andere vraag betrof de advertentiekosten in zake bevoorrading :

Hoeveel bedragen de kosten wegens advertentiën door het Ministerie van Bevoorrading? Op welke wijze en door wie worden die advertentiën geplaatst?

Antwoord.

Deze kosten bedragen :

1° *Voor de Handelsdiensten, Ruilingen en Verkoop :*

Juni	fr. 6,473 10
Juli	332 50
Augustus	13,290 25
September	4,324 76
October	30,079 65
November	35,073 60
December	48,849 30
Januari	35,002 25
Februari	35,161 10
Maart	2,000 »

TE ZAMEN. . . fr. 240,586 51

2° *Voor den Dienst der koelinrichtingen :*

Van 30 September 1919 tot 22 Maart 1920. . fr. 40,806 26

VERDEELING.

De advertentiën worden geplaatst in al de dagbladen van het land en in de vakbladen voor voedingsartikelen. De weekbladen zijn uitgesloten. Echter werden advertentiën ook geplaatst in bladen die éénmaal of tweemaal per week verschijnen in de belangrijke streken, waar geen dagblad wordt uitgegeven.

N. B. — Voor de overige diensten van het Ministerie van Bevoorrading zijn er geen advertentiekosten.

* * *

Leden van de Middenafdeeling waren van oordeel dat de uitgaven van de bevoorrading niet mochten beschouwd worden als buitengewone uitgaven, desnoods door de leening te bestrijden; naar hunne meening, moeten de verrichtingen van de bevoorrading, welke gedaan worden in het onmiddellijk belang van de bevolking, door deze worden bekostigd en mogen zij niet ten laste van de komende geslachten worden gelegd.

In geen geval behooren zij tot de van den vijand te eischen vergoedingen.

Gezegde leden stelden voor, artikel 102, littera A, van de Buitengewone Begrooting op te nemen in tabel IX, Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, tweede Sectie, Uitzonderlijke Uitgaven als een nieuw artikel 62.

Werd dit voorstel aangenomen, dan zou dit eene wijziging in tabel XVIII ('s Lands Middelen) ten gevolge hebben; artikel 73 der Buitengewone Ontvangsten (1,559,000,000 frank) zou dan moeten opgenomen worden onder de uitzonderlijke uitgaven, bij een nieuw artikel 70^{bis}.

De Middenafdeeling heeft over het voorstel geen uitspraak gedaan.

*
* *

Deze aanmerkingen ter zijde gelaten, stelt de Middenafdeeling u voor, de Begrooting der Buitengewone Uitgaven goed te keuren zooals zij is voorgelegd; echter drukt zij den wensch uit, dat, voor de eerstkomende Begrooting met hare aanmerkingen rekening zou worden gehouden.

De Verslaggever,
MAX HALLET.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.

